



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST**

**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Armoured Vehicles Support/Soutien des véhicules blindés

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage Phase III 6C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> LOI Leopard Long Term Sustainement	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8486-195995/A	<b>Date</b> 2019-02-21
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8486-195995	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$BL-299-27214
<b>File No. - N° de dossier</b> 299bl.W8486-195995	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-12-13</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Proulx, Sylvain	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 299bl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-8958 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>     <b>Telephone No. - N°de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>   <b>Signature</b>   <b>Date</b>	

## Lettre d'intérêt (LI)

### SOUTIEN À LONG TERME DE LA FAMILLE DE VÉHICULES LEOPARD 2 DU CANADA

#### 1. Objet

- 1.1 La présente lettre d'intérêt (LI) a pour objet de fournir à l'industrie une mise à jour sur les besoins du ministère de la Défense nationale (MDN) et l'intention du Canada relativement au soutien de haut niveau de la famille de véhicules (FDV) Leopard 2 du Canada.
- 1.2 Par ailleurs, le gouvernement du Canada (GC) souhaite obtenir des commentaires de l'industrie afin d'éclairer l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie de soutien à long terme de la FDV Léopard 2.
- 1.3 L'initiative de soutien vise à institutionnaliser des moyens d'optimiser les ressources par l'adoption de pratiques exemplaires de soutien qui tirent le meilleur parti des capacités du GC et de l'industrie et qui en favorisent la coordination.
- 1.4 La présente LI a pour objectif de lancer une discussion et de demander des renseignements sur les capacités industrielles, les solutions de soutien et les coûts afin que le MDN, SPAC et ISDEC en recueillent suffisamment pour réaliser une analyse détaillée dans le but de définir exhaustivement une solution de soutien de la FDV Leopard 2 ainsi que la stratégie d'approvisionnement privilégiée pour assurer le soutien à long terme de la flotte.
- 1.5 Il y aura un processus de consultation de l'industrie sur la FDV Leopard 2. Pour l'instant, il est prévu de publier une (1) demande de propositions (DP) pour la mise au point d'une solution sur mesure, qui pourrait donner lieu à l'attribution d'un ou de plusieurs contrats de soutien aux chars de combat principaux (CCP), aux véhicules blindés de dépannage (VBD) et aux engins blindés du génie (EBG). Toutefois, le GC considérera les renseignements recueillis auprès de l'industrie avant d'arrêter son plan d'action, qui pourrait comprendre le regroupement de tous les besoins ou d'une partie de ceux-ci. Il est possible que des interactions distinctes soient ajoutées au processus de consultation de l'industrie, qui aurait lieu dans la région de la capitale nationale.
- 1.6 Les interactions avec l'industrie se dérouleront dans le cadre de rencontres individuelles. Les interactions avec l'industrie se concentreront sur des éléments tels que le processus d'appel d'offres, le plan d'évaluation, l'évaluation des capacités industrielles au Canada et la proposition de valeur, les contrats axés sur le rendement, la gouvernance et la solution d'entreprise. Avant d'être invités à donner leurs commentaires, les participants recevront un aperçu des besoins, du processus proposé et des concepts. On leur présentera en outre un aperçu de la Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) et du processus d'élaboration du cadre d'évaluation pour la proposition de valeur.



- 1.7 La première série d'interactions avec l'industrie visera à recueillir des commentaires sur les domaines d'intérêt suivants :
- i. les activités à mener pour établir un système de soutien à l'échelle de l'organisme et partager les responsabilités entre le gouvernement et l'industrie de manière optimale;
  - ii. les modalités contractuelles envisageables et leurs répercussions sur les résultats des contrats;
  - iii. le cadre de gestion du rendement, y compris la définition des résultats et les indicateurs de haut niveau;
  - iv. les approches à privilégier pour optimiser les capacités canadiennes d'entretien, de réparation et de révision (R et R) des véhicules blindés.
- 1.8 Pour connaître le point de vue de l'industrie, le GC tiendra des rencontres individuelles avec diverses entreprises qui, de préférence :
- i. réalisent ou ont réalisé des travaux de R et R de véhicules blindés au cours des 10 dernières années;
  - ii. possèdent ou projettent d'acquérir **au moins 15 %** des capacités (installations de réparation ou équipement d'essai) requises pour la FDV Leopard 2;
  - iii. peuvent **démontrer et attester qu'au moins 25 %** des travaux de R et R et de mise à niveau de la FDV Leopard 2 prévus au contrat seront effectués dans leurs propres installations;
  - iv. ont conclu des accords formels avec au moins l'un des principaux fabricants d'équipement d'origine (FEO) de la FDV Leopard 2, ou sont elles-mêmes des FEO;
  - v. font affaire dans le secteur de la défense.
- 1.9 Le cas échéant, les interactions supplémentaires avec l'industrie mettront l'accent sur le processus d'appels d'offres, le plan d'évaluation, l'évaluation des capacités industrielles au Canada et la proposition de valeur, les contrats axés sur le rendement, la gouvernance et la solution à l'échelle de l'organisme. D'autres interactions avec l'industrie pourraient être nécessaires pour examiner les documents du projet de DP et le processus de mise en œuvre.



1.10 Dès qu'ils seront connus, de plus amples détails sur le processus de consultation de l'industrie seront communiqués sur le site Web [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) pendant la période visée par la LI.

## 2. Renseignements généraux

- 2.1 Depuis avril 2014, le GC a publié quatre LI sur le site [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) afin d'informer l'industrie de l'avancement des plans de soutien de la FDV Leopard 2 et de solliciter des commentaires sur les intérêts et les capacités.
- 2.2 Au début de 2014, le MDN a établi une approche d'approvisionnement échelonnée pour la FDV Leopard 2, laquelle comportait une étape provisoire fondée sur l'approche de soutien optimisé (ASO). L'ASO prévoit l'attribution de divers contrats de services de R et R et de mise à niveau, de recherches et appui techniques (TIES), ainsi que d'offres à commandes pour l'approvisionnement en pièces de rechange. Les variantes visées par l'ASO sont le Leopard 2 A4 CAN, le Leopard 2 A4M CAN, le Leopard 2 A6M CAN, les VBD et les EBG.
- 2.3 Des contrats ont été conclus avec l'industrie pour maintenir la capacité en attendant les résultats d'une nouvelle analyse de rentabilisation du soutien (ARS), menée au titre d'un mandat de mise en œuvre d'une approche analytique solide aux fins de l'adoption de la solution de soutien la plus appropriée et la plus efficace (date cible : 2021-2022). Les solutions découlant de l'ARS serviront de cadre aux activités de soutien en service à long terme de la FDV Leopard 2 jusqu'en 2035 au moins et seront évaluées en fonction de quatre facteurs : le rendement; l'optimisation des ressources; la souplesse et les avantages économiques pour le Canada.
- 2.4 L'ARS de la FDV Leopard 2 a permis d'établir en détail les besoins en matière de soutien, notamment à la lumière des résultats d'une vaste consultation auprès des parties prenantes, et elle en est actuellement à l'étape de l'évaluation des stratégies potentielles de soutien et d'approvisionnement. Dans le cadre de cette évaluation, le MDN, SPAC et ISDEC consulteront l'industrie pour s'assurer d'élaborer des options les plus complètes possible après les avoir soumises à une analyse qui tiendra compte des différentes perspectives.



### 3. Portée éventuelle des travaux et contraintes

**3.1** Le GC reconnaît le rôle crucial des entreprises qui participent actuellement au soutien à la flotte de la FDV Leopard 2 dans le monde entier. Le rôle des FEO ou des intégrateurs de systèmes est pleinement apprécié et le Canada entend maintenir sa collaboration avec les fournisseurs actuels de services de soutien technique et d'ingénierie. S'il y a lieu, les droits de propriété intellectuelle feront l'objet de négociations pour assurer l'intégrité et la sécurité du système. Voici les principaux FEO qui assurent actuellement le soutien de la FDV Leopard 2 du Canada :

- Krauss-Maffei Wegmann GmbH & Co. – CCP et châssis de base pour les variantes
- Rheinmetall Landsysteme GmbH – variante de VBD;
- Flensburger Fahrzeugbau Gesellschaft MbH – variante d'EBG.

**3.2** Divers objectifs ont été fixés pour accroître l'efficacité globale de la solution de soutien :

- i. Améliorer la coordination des efforts d'ingénierie, tant entre les FEO qu'entre les ressources du GC et les FEO.
- ii. Maintenir, dans la mesure du possible, la conformité aux normes et aux configurations de construction du groupe des pays utilisateurs de la FDV Leopard 2 (LEOBEN).
- iii. Réaliser des gains d'efficacité en intégrant les activités d'ingénierie, de soutien et de gestion.
- iv. Assurer la disponibilité des systèmes, leur fonctionnement en toute sécurité et leur adaptation à l'usage auquel ils sont destinés.
- v. Réaliser des gains d'efficacité en améliorant les capacités d'entretien dans les régions géographiques où les Leopard 2 sont stationnés.
- vi. Accroître les retombées économiques de l'investissement du gouvernement pour l'industrie canadienne.

**3.3** Des systèmes de soutien axés sur le rendement à l'échelle de l'organisme seront mis sur pied à l'appui de la FDV Leopard 2 du Canada, de l'équipement auxiliaire et de l'équipement de soutien connexes. La flotte de 112 véhicules Leopard 2 se compose comme suit :

- i. 42 CCP Leopard 2 A4 CAN
- ii. 20 CCP Leopard 2 A4M avec blindage supplémentaire



iii. 20 CCP Leopard 2 A6M avec blindage supplémentaire

iv. 18 EBG

v. 12 VBD

vi. Instruments de mobilité tactique pour les CCP

vii. Remarque : Le Canada pourrait envisager l'acquisition de variantes supplémentaires qui, le cas échéant, seront incorporées au projet de soutien de la FDV Leopard 2.

**3.4** La stratégie de soutien de haut niveau exposée à l'appendice 2 de l'annexe A constitue la proposition initiale de partage des responsabilités entre le gouvernement et l'industrie. Pour certains éléments, les responsabilités seront attribuées de manière définitive au vu des résultats des consultations de l'industrie tout au long de la période visée par la présente LI. La stratégie de soutien de haut niveau établit le système de soutien à l'échelle de l'organisme, qui englobe les volets suivants :

- i. Gestion de programme
- ii. Services techniques à l'appui de la flotte
- iii. Soutien à l'approvisionnement
- iv. Soutien technique
- v. Soutien d'ingénierie
- vi. Autres éléments de soutien

#### **4. Cadre législatif, accords commerciaux et politiques gouvernementales**

**4.1** Voici une liste des lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales qui pourraient avoir une incidence sur une invitation à soumissionner subséquente :

- i. Accords internationaux de libre-échange
- ii. Accord de libre-échange canadien (ALEC)
- iii. Loi sur la production de défense
- iv. Stratégie d'approvisionnement en matière de défense
- v. Programme des marchandises contrôlées
- vi. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi





vii. Exception au titre de la sécurité nationale

viii. *Règlement sur les marchés de l'État*

## 5. Calendrier

5.1 Le calendrier suivant est fourni à titre indicatif :

- i. Interactions avec l'industrie – Rencontres individuelles (9 au 11 avril 2019)
- ii. Réponse initiale de l'industrie à la LI (juin 2019, à confirmer)
- iii. Approbation de la stratégie d'approvisionnement (mai 2019, à confirmer)
- iv. Publication des projets de DP (octobre 2019, à confirmer)
- v. Date de clôture de la LI (31 décembre 2019, à confirmer)
- vi. Publication des DP (1<sup>er</sup> mai 2020, à confirmer)
- vii. Attribution des contrats (novembre 2021, à confirmer)
- viii. Clôture du contrat (2035+ Estimation)

## 6. SÉCURITÉ

6.1 Les répondants sont priés d'indiquer leur capacité, ainsi que celle de tout sous-traitant, à satisfaire aux exigences en matière de sécurité du personnel et des installations, y compris l'habilitation de sécurité SECRET, ainsi qu'aux restrictions relatives aux marchandises contrôlées conformément aux exigences d'accès et de transfert de la technologie contrôlée (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html>), à l'International Traffic in Arms Regulations (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/dmc-cgd/ressources-resources/publications/itar-fra.html>) et [https://www.pmddtc.state.gov/regulations\\_laws/itar.html](https://www.pmddtc.state.gov/regulations_laws/itar.html)), aux autorisations d'exportation et pour les tiers. Les répondants doivent indiquer clairement toute répercussion potentielle sur l'exécution du projet proposé conformément aux exigences du Programme de sécurité industrielle de SPAC (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>).

## 7. Interactions à venir avec l'industrie

7.1 La prochaine interaction avec l'industrie se déroulera en personne ou par téléconférence, au choix de l'industrie; les renseignements suivront. Il est prévu que des représentants d'ISDEC, du MDN et de SPAC prendront part à la première interaction avec l'industrie.

7.2 Les représentants de l'industrie qui participeront à la première journée de consultation recevront un aperçu des besoins, y compris l'application de la politique sur les RIT, et les représentants



du Canada répondront à toute question sur le processus proposé et les concepts des solutions d'intérêt.

- 7.3 Dans les jours qui suivront, des rencontres individuelles seront organisées au cours desquelles les participants intéressés pourront présenter des suggestions à l'égard des concepts de soutien présentés.
- 7.4 Dans le cadre de la première interaction avec l'industrie, les participants qui souhaitent participer à la journée de consultation de l'industrie ou à une rencontre individuelle devront remplir l'[Annexe C – Accord de participation](#) et la retourner au gestionnaire de SPAC sous-désigné au plus tard le **22 février 2019**.
- 7.5 Les participants aux séances à distance pourront soumettre leurs questions par courriel durant la téléconférence. Les questions et les réponses seront enregistrées et publiées au site Web [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca).
- 7.6 Par la suite, les participants pourront soumettre leurs commentaires additionnels au gestionnaire de SPAC sous-désigné au plus tard le **1<sup>er</sup> avril 2019**.
- 7.7 Le fait de ne pas participer à la journée de consultation de l'industrie ou à des rencontres individuelles n'empêchera pas un fournisseur de répondre à une invitation à soumissionner subséquente concernant les besoins ci-exposés.
- 7.8 Le cas échéant, les interactions supplémentaires devraient avoir lieu au cours des troisième et quatrième trimestres de 2019. Les représentants de l'industrie sont invités à consulter régulièrement le site [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) pour obtenir des renseignements sur le calendrier, le format et les exigences.

## 8. Date de clôture de la LI

La date de clôture de la LI (consultation de l'industrie) a été fixée au **31 décembre 2019**.

## 9. Processus de consultation de l'industrie

- **Demande de renseignements**
  - [Se reporter à la pièce jointe A](#)
    - [Annexe 1](#) – Matrice d'établissement des coûts
    - [Annexe 2](#) – Stratégie de soutien de haut niveau
- **Retombées industrielles et technologiques**
  - [Se reporter à la pièce jointe B](#)





- **Invitation à participer aux consultations**
  - [Se reporter à la pièce jointe C](#)
- **Accord de participation**
  - [Se reporter à la pièce jointe D](#)

## 10. Remarques importantes à l'intention de l'industrie

La présente LI pourrait être modifiée, auquel cas les modifications seront publiées au site du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada invite les répondants à consulter régulièrement le site [Achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca) pour vérifier si des modifications ont été apportées.

*La présente LI n'est ni un appel d'offres ni une demande de propositions. Aucun accord ni contrat ne découlera de la présente LI. La présente LI ne tient pas lieu d'engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La présente LI ne doit pas être considérée comme un engagement à publier une invitation à soumissionner subséquente ni à attribuer un contrat pour les travaux qui y sont décrits.*

*Même si des renseignements commerciaux considérés comme étant de nature confidentielle sont fournis (auquel cas ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada se réserve le droit de les utiliser aux fins de l'établissement des besoins du GC (sujets à modification) et de la planification budgétaire.*

*Les répondants sont invités à préciser s'ils considèrent certains renseignements communiqués au Canada comme étant exclusifs, relatifs à un tiers ou de nature personnelle. Il convient de souligner que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande formulée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial au sujet d'un répondant (pour en savoir davantage : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).*

*Les répondants doivent préciser si l'ensemble ou une partie de leur réponse est assujettie au Règlement sur les marchandises contrôlées.*

*La participation au processus visé par la présente LI est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente LI ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De même, la participation au processus visé aux présentes ne constitue ni une condition ni un préalable pour répondre à une invitation à soumissionner subséquente.*

*Les répondants ne recevront aucun remboursement pour les frais engagés en vue de répondre à la présente LI.*





Toute la correspondance doit être transmise au gestionnaire de SPAC sous-désigné, de préférence par courriel :

**Sylvain Proulx**

Gestionnaire des approvisionnements p.i., projets de véhicules blindés

Secteur de l'approvisionnement et du soutien en équipement aérospatial et terrestre

Services publics et Approvisionnement Canada / Gouvernement du Canada

[sylvain.proulx@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:sylvain.proulx@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Tél. : 873-469-4778

Tél. cell. : 819-635-8913



Public Works and  
Government Services  
Canada

Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Canada

## PIÈCE JOINTE A

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

La présente demande est transmise à l'industrie afin de recueillir des renseignements et des commentaires sur différents domaines à l'appui de l'analyse de rentabilisation du soutien (ARS). Les domaines visés sont décrits ci-après.

#### 1. QUESTIONS

##### 1.1 Coûts

Le Canada cherche à comprendre toutes les considérations financières liées aux activités de soutien de la famille de véhicules (FDV) Leopard 2. La ventilation des coûts entre les services dont les coûts doivent être établis facilitera l'évaluation des options possibles. Les commentaires que l'industrie est invitée à formuler dans la matrice d'établissement des coûts de l'[ANNEXE A.1](#) permettront de bien comprendre la portée et d'évaluer les compromis à envisager.

##### Question 1

Les répondants sont invités à remplir du mieux possible la matrice d'établissement des coûts présentée à l'[ANNEXE A.1](#). Ils sont priés d'inclure toute hypothèse ou contrainte pertinente, de même que toute information supplémentaire susceptible de préciser la portée ou le niveau d'effort associé.

##### 1.2 Soutien régional à l'entretien de 3<sup>e</sup> ligne

Dans l'optique de fournir un soutien mieux adapté aux besoins de l'Armée canadienne, de combler la pénurie de main-d'œuvre et d'infrastructure, et de remédier aux contraintes de transport stratégiques chroniques des véhicules Leopard 2 vers l'atelier de 4<sup>e</sup> ligne de Montréal ou ailleurs au pays, le Canada examine la possibilité d'offrir des services régionaux de soutien de 3<sup>e</sup> ligne qui engloberont les volets suivants :

1. Accroissement du nombre d'inspections d'entretien et des réparations aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> lignes (niveaux d'entretien [MES] 2 et 3)
2. Modifications mineures
3. Modifications ou mises à niveau majeures des systèmes, p. ex. élimination de l'obsolescence de la tourelle
4. Entretien et révision majeurs des systèmes (châssis F6, tourelle F4)
5. Soutien technique par l'intermédiaire du représentant des services techniques sur place (RSTP) ou autrement

Le tableau qui suit présente une estimation des heures de travail pour le soutien régional à l'entretien de 3<sup>e</sup> ligne :



Activité	N <sup>bre</sup> véh.	Heures- personnes (min. annuel)	Heures- personnes (max. annuel)	Commentaires
GP/GC/Mod. - Edmonton	62	6 913	17 671	GP 10 à 25 %; GC 10 à 25 %; Mod. 25 à 75 %.
Programme de mise à niveau d'Edmonton	62	0	7 500	Selon une estimation des mises à niveau de tourelle (0 à 10 par an).
Révisions à Edmonton	62*	6 900	16 100	Sur la base de 3 à 7 véhicules par an.
GP/GC/Mod - Gagetown	38	4 237	10 831	GP 10 à 25 %; GC 10 à 25 %; Mod. 25 à 75 %.
Programme de mise à niveau de Gagetown	38	0	7 500	Selon une estimation des mises à niveau de tourelle (0 à 10 par an).
Révisions à Gagetown	38*	2 300	9 200	Sur la base de 1 à 4 véhicules par an.
Total 3 <sup>e</sup> ligne	100	20 350	68 802	
Les estimations sont approximatives. Seule la main-d'œuvre directe est prise en compte; les activités non productives, de soutien technique et général ou de gestion ne sont pas incluses.				

#### Question 2 :

Les répondants sont invités à formuler des recommandations sur les options de dotation en personnel, les besoins en infrastructure et les coûts associés à la mise en place de services de 3<sup>e</sup> ligne dans les régions géographiques d'Edmonton, en Alberta, et de Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Leurs commentaires sont aussi sollicités sur la capacité de fournir du soutien ailleurs au Canada sur une base temporaire.

### 1.3 Structures contractuelles pour le soutien primaire

Le Canada reconnaît la nécessité de faire appel aux services des FEO de la FDV Leopard 2 afin de garantir le soutien d'ingénierie et d'entretien du système. Ce soutien pourrait éventuellement, mais pas nécessairement, inclure la conduite et la coordination d'activités de réparation et révision (R et R),



ainsi que la fourniture de pièces de rechange. En vue d'établir la structure contractuelle la plus efficace et la plus viable possible, le Canada évaluera les options suivantes :

1. Un entrepreneur principal (FEO) avec des responsabilités au niveau du système, y compris un soutien important de sous-traitants (FEO)
2. Un contrat principal attribué à un consortium des FEO principaux, assorti de responsabilités au niveau du système
3. Plusieurs contrats importants avec des FEO, coordonnés par une équipe intégrée des produits (EIP) dirigée par le MDN
4. Statu quo – De nombreux contrats liés au TIES, à la R et R et aux pièces de rechange selon la série de contrats et d'offres à commandes prévues dans l'approche de soutien optimisé en vigueur

### Question 3

Les répondants sont invités à commenter la viabilité de chacune des quatre options présentées et à communiquer leurs recommandations au Canada quant à la solution la plus souhaitable. Les réponses devraient traiter notamment des lacunes ou des avantages importants de chaque option et comprendre des considérations fondées sur les coûts relatifs de chacune.

#### 1.4 Gestion du rendement

La mesure la plus fondamentale du rendement du système pour la FDV Leopard 2 serait la disponibilité opérationnelle en fonction des besoins, tant pour l'entraînement que pour le déploiement de la force (opérations). Ce rendement est tributaire des actions et du rendement d'une vaste infrastructure de soutien englobant des soldats et des techniciens militaires, des installations de soutien tactique mobiles et fixes dans les garnisons, des fonctions détaillées de gestion des données et d'ingénierie, et une chaîne industrielle complexe d'approvisionnement. L'intention est de mesurer et de surveiller les sous-activités qui contribuent aux résultats attendus en matière de disponibilité en vue d'ajuster et de hiérarchiser les efforts au besoin.

### Question 4

Les répondants sont invités à suggérer des idées et des exemples de structures de mesure du rendement efficaces pour assurer le niveau requis de disponibilité globale du système. Les indicateurs doivent se rapporter au rendement des activités individuelles comme les délais d'exécution des devis, mais aussi à des éléments plus subjectifs tels que les taux de satisfaction de la clientèle.

#### 1.5 Recommandations sur le regroupement des activités de R et R dans un ou des contrats principaux

La série actuelle de contrats de R et R repose sur un processus d'appel d'offres à l'industrie pour des ensembles logiques constitués en fonction des facteurs technologiques et des sous-systèmes. Certains contrats ont été attribués aux titulaires de droits de propriété intellectuelle (PI) au besoin.

### Question 5

Les répondants sont invités à commenter les avantages et les inconvénients de diviser les besoins de R et R en ensembles, et à comparer cette méthode avec celle consistant à les intégrer aux options de





soutien primaire décrites ci-dessus. Toute recommandation concernant la division ou le regroupement devrait être incluse dans la réponse.

#### **1.6 Recommandations sur le regroupement des activités liées aux pièces de rechange dans un ou des contrats principaux**

La série actuelle d'offres à commandes et de contrats liés aux pièces de rechange repose sur un processus d'appel d'offres à l'industrie pour des ensembles logiques constitués en fonction des facteurs technologiques et des sous-systèmes. Certaines offres à commandes ou contrats ont été adressés aux titulaires de PI au besoin.

##### **Question 6.1**

Les répondants sont invités à commenter les avantages et les inconvénients de diviser les besoins liés aux pièces de rechange en ensembles, et à comparer cette méthode avec celle consistant à les intégrer aux options de soutien primaire décrites ci-dessus. Toute recommandation concernant la division ou le regroupement devrait être incluse dans la réponse.

##### **Question 6.2**

Les répondants sont invités à donner leurs commentaires sur les méthodes de fourniture de pièces de rechange (emploi de catalogues à prix fixe fermes ou système de devis, avec des délais d'exécution réglementés pour les devis). Les répondants peuvent formuler des recommandations sur l'application la plus appropriée de chaque méthode et sur tout autre arrangement envisageable.

#### **1.7 Gestion des données et des publications**

Les données et les publications actuelles concernant la FDV Leopard 2 ne sont pas bien intégrées et sont conservées dans de nombreux médias et formats, par un soutien de l'industrie (FEO) et dans les systèmes du MDN. Il existe de plus une multitude de mécanismes de partage des données différents et souvent lourds.

##### **Question 7**

Les répondants sont invités à commenter les possibilités d'intégration ou de normalisation des données techniques, des publications techniques et des catalogues de pièces de rechange, et à recommander des méthodes de partage et d'échange de données. Les commentaires pourraient s'étendre à la manière dont les mesures de protection de la propriété intellectuelle pourraient être mises en œuvre pour optimiser l'intégration des données.

#### **1.8 Services du groupe LEOBEN**

Le Canada utilise les services du groupe LEOBEN pour la gestion des configurations communes des chars de combat principaux (CCP) et des véhicules blindés de dépannage (VBD). Le Canada a déjà recouru à LEOBEN CoopLog dans le passé, mais actuellement, les besoins en R et R et en pièces de rechange sont désormais comblés exclusivement par la voie de contrats ou d'offres à commandes avec l'industrie.







#### Question 8

Les répondants sont invités à commenter le caractère adéquat des arrangements actuels du groupe LEOBEN (s'ils sont connus) et à faire des recommandations sur d'autres manières de tirer parti du groupe LEOBEN à l'avenir.

#### 1.9 Transfert de technologie

Le transfert de technologie présente un intérêt pour le Canada pour deux raisons : il engendre des avantages économiques pour des secteurs industriels clés du pays, et il facilite la prestation de soutien technique le plus près possible des systèmes Leopard 2.

#### Question 9

Les répondants sont invités à discuter de stratégies de transfert de technologie à des entreprises canadiennes ou au MDN pour faciliter l'exécution des travaux, y compris l'ingénierie et l'entretien.

#### 1.10 Véhicules de référence pour le soutien d'ingénierie

Des véhicules de référence pour le soutien d'ingénierie ont été utilisés à l'appui de la gestion des jeux de données techniques (JDT), des manuels, des propositions de modifications techniques (PMT) et des modifications. Ces véhicules sont traditionnellement installés dans les installations des FEO.

#### Question 10

Les répondants sont invités à discuter des stratégies d'utilisation et d'entretien des véhicules de référence pour le soutien d'ingénierie. On leur demande également de commenter la possibilité d'amener les véhicules au Canada pour l'usage commun des FEO et d'autres organismes du MDN ou tiers, ainsi que toute contrainte qui résulterait d'une relocalisation. Les concepts liés aux véhicules de référence « virtuels » pour le soutien d'ingénierie pourraient également être discutés.

### 2. STRATÉGIE DE SOUTIEN DE HAUT NIVEAU

La stratégie de soutien de haut niveau du MDN pour la FDV Leopard 2 est présentée à l'[ANNEXE 2](#). Ce document expose les approches proposées pour répondre aux besoins du MDN, y compris les options de soutien fourni par l'industrie.

### 3. TRAITEMENT DES RÉPONSES

#### 3.1 Utilisation des réponses

Les réponses ne feront pas l'objet d'une évaluation formelle. Le Canada pourrait toutefois les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'approvisionnement ou la version provisoire d'un document joint à la présente LI.





### 3.2 Équipe d'examen

Une équipe de représentants du Canada examinera les réponses. S'il le juge nécessaire aux fins de l'examen d'une réponse, le Canada se réserve le droit de faire appel à des experts-conseils indépendants ou aux ressources du gouvernement. Les réponses ne seront pas nécessairement toutes examinées par l'ensemble des membres de l'équipe d'examen.

### 3.3 Confidentialité

Les répondants doivent indiquer les parties de leur réponse qu'ils jugent de nature exclusive ou confidentielle. Le Canada traitera les réponses conformément à la *Loi sur l'accès à l'information*.

### 3.4 Activité de suivi

Le Canada pourra, à sa discrétion, établir des mécanismes de consultation subséquents, qui pourraient englober d'autres LI, organiser des consultations avec l'industrie, des rencontres individuelles avec les répondants, ou communiquer avec des répondants pour leur poser des questions supplémentaires ou obtenir des précisions sur un aspect ou un autre d'une réponse.

## 4. FORMAT DES RÉPONSES

### 4.1 Page couverture

Si la réponse est donnée en plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page couverture de chaque volume le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du volume et leur dénomination sociale complète.

### 4.2 Page titre

Une page titre doit suivre la page couverture de chaque volume de la réponse et contenir :

- i. le titre de la réponse et le numéro du volume;
- ii. la dénomination sociale et l'adresse du répondant;
- iii. le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
- iv. la date.

### 4.3 Système de numérotation

Les répondants sont priés d'utiliser dans leur réponse un système de numérotation correspondant à celui de la présente LI. Toute référence à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse devrait respecter ce système.



#### 4.4 Présentation de la réponse et nombre d'exemplaires

Le Canada demande que les réponses soient présentées en format Adobe PDF, ainsi que les exemplaires des fichiers d'origine. Il est préférable que tous les renseignements pertinents soient inclus pour éviter que les examinateurs aient à consulter les sites Web du répondant. Au besoin, des renvois peuvent être faits à des sites Web pour donner accès à des renseignements en plus de ceux qui sont demandés dans la présente LI. Les répondants sont priés de soumettre cinq (5) copies papier et une (1) copie électronique de leur réponse à l'autorité contractante.

#### 4.5 Langue

Les réponses peuvent être fournies en français ou en anglais, au choix du répondant.

### 5. REMARQUE À L'INTENTION DES RÉPONDANTS ÉVENTUELS

Les répondants doivent indiquer la personne-ressource de l'entreprise pour les communications futures.

Ils sont également invités à formuler leurs commentaires, leurs préoccupations et, le cas échéant, leurs recommandations sur la manière de combler les besoins ou d'atteindre les objectifs décrits dans la présente DR, ou encore de les améliorer sur le plan technique.

Les répondants sont priés d'expliquer les hypothèses énoncées dans leur réponse et de décrire clairement l'amélioration suggérée ainsi que le motif de celle-ci. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions.

La réponse à la présente DR n'est pas une condition préalable à la participation à un processus subséquent de DP, provisoire ou définitif. Aucune sélection d'entreprises ne sera faite par suite de la présente DR en vue de la réalisation de travaux ultérieurs.

Les répondants sont invités à formuler leurs commentaires, leurs préoccupations et, le cas échéant, leurs recommandations sur la manière de combler les besoins ou d'atteindre les objectifs décrits dans la présente DR, ou encore de les améliorer sur le plan technique. Ils sont priés d'expliquer les hypothèses énoncées dans leur réponse et d'expliquer clairement l'amélioration suggérée ainsi que le motif de celle-ci. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions.

Les répondants à la présente DR doivent clairement indiquer toutes les parties de leurs réponses qu'ils considèrent comme confidentielles ou exclusives. Les renseignements fournis en réponse à la présente demande seront communiqués seulement aux représentants du gouvernement autorisés à participer à l'activité de préapprovisionnement visée. Il convient toutefois d'aviser les répondants que des éléments de leur réponse pourraient servir de base à la modification de projets de documents durant la préparation d'un futur processus d'approvisionnement lié au présent besoin.

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées pour répondre à cette DR.





Le Canada se réserve le droit de rencontrer l'industrie pour discuter des commentaires reçus.

## 6. DEMANDES D'INFORMATION

Les demandes d'information et de précisions, les réponses et autres communications liées à la présente DR doivent être adressées à l'autorité contractante de la LI au plus tard à la date indiquée à la page un (1) de la LI.

### ANNEXES

[\*Annexe A.1 – Matrice d'établissement des coûts\*](#)

[\*Annexe A.2 – Stratégie de soutien de haut niveau\*](#)



Public Works and  
Government Services  
Canada

Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Canada

**Soutien à long terme  
de la famille de véhicules  
Leopard 2  
Lettre d'intérêt**

**Matrice d'établissement des coûts**

Catégorie	Activité	Coût non récurrent	Coût annuel récurrent	Total jusqu'en	Commentaires, hypothèses, contraintes	Commentaires du Canada
Gestion et frais généraux	Gestion de contrat			0		Frais généraux de gestion des contrats des entrepreneurs
	Gestion des services fournis dans le cadre du projet			0		Équipe de coordination des tâches et de liaison avec le MDN-SPAC
	Gestion des sous-traitants (FEO)			0		Niveau d'effort requis de l'entrepreneur principal, gestion FEO sous-traitants principaux, s'il y lieu
	Gestion de la qualité			0		
Données techniques et documentation	Données techniques et documentation					
	Jeu de dessins			0		
	Plan d'entretien			0		
	Listes de pièces de rechange			0		
	Catalogues de pièces de rechange			0		
	Manuels d'entretien			0		Mécanisme d'utilisation partagée / accès aux données de l'industrie / du gouvernement
Gestion de l'ingénierie de système	Échange d'information électronique			0		
	Droit d'utilisation et droits de licence PI			0		
	Coordination de l'ingénierie des systèmes de base			0		Y compris la gestion de la sécurité du système
	Estim. modifications ingénierie des systèmes et essais			0		Service de base
Gestion de la configuration	Estim. enquêtes des défaillances			0		Selon les moyennes des autres clients LEOBEN
				0		Selon les moyennes des autres clients LEOBEN
	Préparation de PMT non complexes			0		Service de base, remplacement de composants/pièces obsolètes, modifications mineures
Gestion de l'obsolescence	Estim. des PMT complexes			0		Selon les moyennes des autres clients LEOBEN
	Coordination de base de la gestion de l'obsolescence			0		Surveillance principalement; mesures à prendre énoncées dans les PMT
Gestion du soutien logistique intégré	Coordination de base du SLI			0		Service et capacité de base
	Estim. de la gestion du SLI pour les changements			0		Selon les moyennes des autres clients LEOBEN
	Exploitation et gestion installations rég. d'entretien (2)			0		
	Frais d'infrastructure des installations (non imputés au MDN)			0		
	F6/Révision des CCP (8/an)			0		
	F6/Révision des VBD (2/an)			0		
	F6/Révision des EBG (2/an)			0		
	RSTP CCP (8)			0		
	RSTP VBD (2)			0		
	RSTP EBG (2)			0		
	Demandes de travaux supplémentaires			0		Niveau d'effort estimé pour inspections, réparations, modifications, etc. :
	Entretien et mise à jour du logiciel			0		8 personnes
	OSÉE (châssis) Entretien et étalonnage			0		
	OSÉE (tournelle) Entretien et étalonnage			0		
Autres coûts à noter	OSÉE (VBD seulement) Entretien et étalonnage			0		
	OSÉE (EBG seulement) Entretien et étalonnage			0		
	Entretien CCP de référence (3)			0		
	Entretien VBD de référence (1)			0		
	Entretien EBG de référence (1)			0		
	Préciser			0		
	Préciser			0		



**Soutien à long terme  
de la famille de véhicules Leopard 2  
Lettre d'intérêt**

**STRATÉGIE DE SOUTIEN  
DE HAUT NIVEAU**

**Le 4 décembre 2018**

## **STRATÉGIE DE SOUTIEN DE HAUT NIVEAU FAMILLE DE VÉHICULES (FDV) LEOPARD 2**

### **1. OBJECTIF**

1.1 Le gouvernement du Canada procède actuellement à une analyse de rentabilisation du soutien (ARS) à long terme de la famille de véhicules Leopard 2. Dans le cadre de cet effort, le gouvernement cherche à obtenir la participation de l'industrie à une nouvelle série de consultations afin de peaufiner la stratégie de soutien à long terme et de définir la stratégie d'approvisionnement des éléments fournis par l'industrie. La stratégie de soutien de haut niveau exposée ci-dessous offre un aperçu des besoins du responsable technique en matière de soutien à long terme, ce qui établira le contexte dans lequel l'industrie doit fournir des éléments d'information en réponse à la présente lettre d'intérêt (LI). L'industrie sera en mesure de comprendre quels volets de la stratégie de soutien sont bien établis et lesquels doivent encore faire l'objet d'une consultation afin d'éclairer le choix de la solution qui sera privilégiée par le Canada.

### **2. ANALYSE**

2.1 Portée du projet de soutien de la FDV Leopard 2. Les travaux et les activités à l'étude englobent toutes les plates-formes basées sur Leopard 2 mises en service au MDN, ainsi que toute quantité ou variante supplémentaire achetée à l'avenir. Le projet vise également les instruments de mobilité tactique, les blindages supplémentaires et tous les principaux sous-systèmes, soit dans leur intégralité, soit en tant qu'interface d'intégration (par exemple, l'équipement de communication). Sont visés par la portée les travaux d'entretien, les modifications, les interventions de prolongation de la durée de vie et les améliorations prévues au cours de la durée de vie du véhicule (jusqu'à 2035-2040 selon les estimations actuelles). Le projet de soutien englobe par ailleurs certains éléments essentiels du système de soutien des Leopard 2 comme l'équipement de soutien, les outils spéciaux et l'équipement d'essai (OSEE), ainsi que certains dispositifs d'entraînement et de simulation. La gestion des outils communs, de l'équipement d'atelier et de la plupart des dispositifs d'entraînement et de simulation relève d'autres bureaux du MDN, mais les interfaces avec le système Leopard 2 seront gérées par l'équipe de gestion de l'équipement des Leopard 2.

2.2 Il convient de noter qu'on ne connaît pas encore le détail des modifications qui seront apportées au système et qu'il est donc difficile pour l'instant d'en mesurer la pleine portée. Elles ont néanmoins été prises en considération dans l'analyse afin de permettre l'élaboration de solutions de soutien et d'approvisionnement cohérentes et uniformes, ainsi que l'adoption d'une approche à long terme applicable à la durée de vie entière.

### 2.3 Taille et répartition de la flotte de véhicules Leopard 2

Emplacement	Organisation	Unité	Variantes des Leopard 2					Total
			A4	A4M	A6M	VBD	EBG	
Edmonton	3 <sup>e</sup> Division	LdSH(RC)	20	11	11	3		45
		1 RGC				2	12	14
		1 Bon Svc				2		2
Gagetown	4 <sup>e</sup> Division	Esc C, RCD	11	5	5	1		22
	CDIAC	École du Corps blindé royal canadien	9	2	2			13
	5 <sup>e</sup> Div	GS 5 Div C				3		3
Borden	CDIAC	École du GEMRC	1	1	1	1	1	5
Montréal	QG AC	AEFC					4	4
	SMA(Mat)	202 DA	1					1
Ottawa	SMA(Mat)	Centre de Soutien du Génie Terrestre (202 DA)					1	1
Allemagne	DSVAP	KMW		1	1			2
Totaux			42	20	20	12	18	112

2.4 Le présent document décrit une répartition possible des tâches entre l'industrie et le Canada pour le soutien à long terme. Les contrats de soutien pourraient s'étendre sur toute la durée de vie de l'équipement. La durée exacte du contrat et les méthodes utilisées dépendront de la nature des biens ou des services fournis, et seront déterminées dans le cadre du processus d'ARS.

2.5 Le Canada continuera de faire partie du groupe des pays utilisateurs de véhicules Leopard (LEOBEN). Les pays membres du groupe LEOBEN partagent des idées, des solutions et des coûts liés à l'amélioration des produits, à la gestion de l'obsolescence et au contrôle de la configuration. Dans la mesure du possible, le Canada adoptera des politiques respectueuses des principes du groupe LEOBEN pour ce qui concerne le contrôle de la conformité aux normes de construction communes. L'objectif est de réaliser le plus de gains d'efficience possible en optimisant la mise en commun et l'interopérabilité en temps de crise.

2.6 Entretien. La FDV Leopard 2 est constituée de véhicules de combat qui, pour le Canada, sont utilisés à seule fin de constituer des forces déployables à l'extérieur du pays dans le cadre d'opérations militaires. Cette vocation exige d'assurer un soutien d'entretien intégral à l'échelon de l'unité (1<sup>re</sup> ligne) et de la formation (2<sup>e</sup> ligne) à l'appui de l'ensemble de la flotte. L'Armée de terre canadienne maintient cette capacité dans les garnisons et les bases d'entraînement. Cependant, la mise en œuvre inadéquate de ces arrangements de soutien a contribué à une faible disponibilité du système jusqu'à présent. Les lacunes observées touchent notamment la main-d'œuvre et l'infrastructure. Afin de s'assurer que les besoins opérationnels en matière d'instruction, de constitution de la force et d'état de préparation sont comblés, le Canada étudiera la possibilité d'établir des capacités régionales de 3<sup>e</sup> ligne aux deux principaux

emplacements où les Leopard 2 sont utilisés, soit Edmonton, en Alberta, et Gagetown, au Nouveau-Brunswick. Il est projeté que cette capacité soit fournie par l'industrie ou, éventuellement, conjointement par le gouvernement et l'industrie. Les activités régionales de soutien de 3<sup>e</sup> ligne pourraient englober les travaux suivants :

1. Accroissement des activités d'inspection d'entretien et de réparation de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> lignes (MES 2 et 3)
2. Modifications mineures
3. Modifications ou mises à niveau majeures des systèmes, p. ex. élimination de l'obsolescence de la tourelle
4. Entretien et révision majeurs des systèmes (châssis F6, tourelle F4)
5. Soutien technique par l'intermédiaire du représentant des services techniques sur place (RSTP) ou autrement

2.7 Rôle stratégique de l'intégrateur de systèmes. L'absence de cohésion du soutien du cycle de vie de la FDV Leopard 2 du Canada compte parmi les principales déficiences relevées lors de la mise en service initiale et lors de l'analyse des lacunes dans le cadre de l'ARS. L'ARS prévoit entre autres un examen de diverses options faisant appel à un partenariat solide avec les principaux intégrateurs de systèmes et FEO pour s'assurer que le système est adapté à l'usage prévu, qu'il peut être exploité en toute sécurité et qu'il répond aux exigences en matière de préparation opérationnelle. Un tel arrangement devrait également entraîner des gains d'efficacité grâce à une coordination plus centralisée et à des économies d'efforts.

2.8 Le 202<sup>e</sup> Dépôt d'ateliers (202 DA) continuera d'assurer la capacité technique et d'entretien stratégique du MDN en soutien à la FDV Leopard 2. Le 202 DA maintiendra, dans la mesure du possible, un large éventail de capacités techniques en soutien à la FDV Leopard 2. Les limites des capacités peuvent avoir une incidence sur le volume total de travail accompli, mais l'objectif est que le personnel puisse se concentrer rapidement sur les besoins prioritaires selon les instructions. Voici les principales capacités recherchées pour le perfectionnement et le maintien des compétences au sein du 202 DA :

1. Préparatifs préalables au déploiement
2. Programmes de peinture, de réparation et d'inspection préalables au redéploiement
3. Entretien et révision majeurs
4. Activités d'intégration, prototypage et fabrication limitée de systèmes
5. Entretien de la flotte de référence du Leopard 2 (un A4 CAN, un A4M et un A6M)
6. R et R limitées de composants sélectionnés, à déterminer

3. Au vu des différents besoins de soutien de la FDV Leopard 2, il est projeté de répartir comme suit les responsabilités et le travail entre le MDN, d'autres tiers ou organismes gouvernementaux et l'industrie :

Exigences en matière de soutien	Responsabilités prévues X – Responsabilité confirmée Sf – Soutien fourni Autre – tel qu'indiqué		
	MDN	Gouvernement Autres	Industrie
<b>Gestion de programme</b>			
• Coordination et gestion	X		X
• Gestion du rendement	X		X
• Gestion des tâches et rendement	X		X
<b>Services techniques de la flotte</b>			
• Soutien technique de la flotte (GCVM)	X		Sf
• Planification du soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Contribution au plan d'activités du MDN</li> <li>○ Conseils techniques à l'Armée</li> </ul>	X X		Sf X
• Entretien <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Entretien de 1<sup>re</sup> ligne</li> <li>○ Entretien de 2<sup>e</sup> ligne</li> <li>○ Entretien de 3<sup>e</sup> ligne</li> <li>○ Entretien de 4<sup>e</sup> ligne (révision/réparation des avaries de combat)</li> </ul>	X X À déterminer 202 DA		À dét. (augm.) À dét. (augm.) X X
• Programmes de mise à niveau/rénovation		Sf	X
• Liaison avec le soutien d'ingénierie <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Contribution des GCVM au soutien d'ingénierie</li> </ul>	X		X
• Outillage spécialisé et équipement d'essai (OSEE) <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Étalonnage</li> <li>○ Gestion des logiciels</li> </ul>	X		À déterminer X
• Préservation des véhicules et entreposage à long terme	X		À déterminer
<b>Soutien à l'approvisionnement</b>			

Exigences en matière de soutien	Responsabilités prévues		
	MDN	Gouvernement Autres	Industrie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Services de soutien à l'approvisionnement <ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion des activités d'approvisionnement</li> </ul> </li> </ul>	X		Sf
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture des pièces de rechange</li> </ul>		CoopLog	X
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réparation et révision (R et R)</li> </ul>	Limité (202 DA)	CoopLog	Sf et X
<ul style="list-style-type: none"> <li>Transport et expédition du matériel</li> </ul>	X		À déterminer
<ul style="list-style-type: none"> <li>Entreposage</li> </ul>	X		À déterminer
<b>Soutien technique</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation technique au MDN</li> </ul>	X		Sur demande
<ul style="list-style-type: none"> <li>Services de soutien technique <ul style="list-style-type: none"> <li>Échelon national</li> <li>Échelon opérationnel</li> </ul> </li> </ul>	X		X
	X		Limité
<b>Soutien d'ingénierie</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion de l'ingénierie <ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien de demande de propositions</li> <li>Modifications de contrats</li> <li>Autres projets</li> <li>Recherches et appui techniques</li> </ul> </li> </ul>	X X X X		Sf X X X
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ingénierie de système et de conception <ul style="list-style-type: none"> <li>Responsabilité totale des systèmes</li> <li>Ingénierie de sécurité des systèmes</li> <li>Intégration de systèmes, prototypage, essais</li> <li>Modifications</li> </ul> </li> </ul>	À déterminer X X X	 X Sf	À déterminer X X X
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ingénierie logistique <ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse des coûts du cycle de vie</li> <li>Analyse du soutien logistique</li> </ul> </li> </ul>	X X	 X	Sf À déterminer



Exigences en matière de soutien	Responsabilités prévues		
	MDN	Gouvernement Autres	Industrie
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Analyse des tâches d'entretien</li> <li>▪ Soutien à l'approvisionnement</li> <li>○ Analyse du niveau de réparation</li> </ul>			À déterminer
• Publications techniques	Limité	Limité et gouv. allemand	X
• Catalogues illustrés de pièces et visionneuses	À déterminer		X
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion de la configuration <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Comité mixte de configuration du groupe LEOBEN</li> <li>○ Gestion de la configuration conforme à l'exécution</li> <li>○ Gestion de la configuration telle que maintenue</li> <li>○ Processus de modification technique</li> </ul> </li> </ul>	X  Limité  X  X		X  X  À déterminer  X
• Gestion de l'obsolescence	Limité		X
Propriété intellectuelle	Limité	Limité	X
<b>Autres éléments de soutien</b>			
Jeux de données techniques <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jeux de séries de dessins</li> <li>• Spécifications</li> <li>• Nomenclatures</li> </ul>	Limité Limité Limité	Gouv. all.	X X X
Gestion des données techniques <ul style="list-style-type: none"> <li>• Système d'information de la gestion des ressources de la Défense <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identification du matériel</li> <li>○ Codification (NNO)</li> <li>○ Données d'entretien</li> <li>○ Données d'approvisionnement</li> </ul> </li> <li>• Système de catalogage du gouvernement canadien</li> </ul>	X X X X  X		X À déterminer    Sf

Exigences en matière de soutien	Responsabilités prévues X – Responsabilité confirmée Sf – Soutien fourni Autre – tel qu'indiqué		
	MDN	Gouvernement Autres	Industrie
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relevé d'analyse du soutien logistique</li> <li>• Échange de renseignements par voie électronique</li> </ul>	À déterminer		À déterminer
Infrastructure des installations	X	Sur demande	À déterminer
Installations de soutien sur les biens immobiliers contrôlés par le GC	X		À déterminer
Installations de soutien louées ou détenues par l'industrie			X
Planification du soutien logistique intégré	X		Sf
Plan d'aliénation	X		Sf

#### 4. **CONCLUSION**

4.1 L'analyse initiale a permis d'établir de manière plus définitive les exigences techniques énoncées dans le présent document, la répartition projetée des responsabilités entre le MDN et le rôle que pourrait jouer l'industrie. L'ARS permettra d'établir une stratégie de soutien définitive, qui tiendra compte des commentaires et des avis formulés par l'industrie dans le cadre du processus de la LI.

## **PIÈCE JOINTE B**

### ***Retombées industrielles et technologiques***

#### **Application de la Politique des Retombées industrielles et technologiques (RIT)**

La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), y compris la proposition de valeur, s'appliquera au projet de soutien de haut niveau de la famille de véhicules (FDV) Leopard 2 du Canada. L'engagement pris au moyen de la lettre d'intérêt (LI) aidera à déterminer l'applicabilité de la Politique des RIT et la façon dont le Canada peut recourir à ce marché pour en tirer un avantage économique.

#### **La Politique des RIT, y compris la proposition de valeur**

La Politique des RIT est un outil puissant qui sert à attirer des investissements. Les entreprises qui concluent des marchés d'approvisionnement en matière de défense sont tenues de mener des activités commerciales au Canada dont la valeur équivaut à celle du marché. La Politique des RIT encourage les entreprises à s'établir au Canada ou à y accroître leur présence, à renforcer leurs chaînes d'approvisionnement au pays et à développer des capacités industrielles canadiennes.

La Politique des RIT vise à soutenir la viabilité à long terme et la croissance du secteur de la défense du Canada, y compris les petites et moyennes entreprises de partout au pays, à stimuler l'innovation au Canada au moyen de la R-D, à soutenir le perfectionnement des compétences et la formation ainsi qu'à accroître le potentiel d'exportation des entreprises établies au Canada. La Politique des RIT comprend une proposition de valeur (PV) qui exige des soumissionnaires qu'ils se fassent concurrence sur la base des retombées économiques pour le Canada associées à chaque soumission. Les soumissionnaires retenus sont sélectionnés en fonction du prix, du mérite technique et de leur PV. Les engagements relatifs à la PV pris par le soumissionnaire retenu deviennent des obligations contractuelles dans le contrat subséquent.

Pour de plus amples renseignements sur la Politique des RIT, visitez la page <http://www.canada.ca/rit>

#### ***Capacités industrielles clés :***

Afin d'optimiser l'impact économique qui peut être obtenu de la PV, le Canada cherchera à utiliser la Politique des RIT pour motiver les entrepreneurs du secteur de la défense à investir dans les [Capacités industrielles clés](#) (CIC). Les CIC s'harmonisent avec la politique de défense du Canada, [Protection](#), [Sécurité](#), [Engagement](#), et le [Plan pour l'innovation et les compétences](#) en soutenant le développement des compétences et en favorisant l'innovation dans le secteur de la défense du Canada. Les CIC sont





liées à des domaines de technologies émergentes qui présentent un potentiel de croissance rapide et des débouchés importants, à des capacités établies par rapport auxquelles le Canada est concurrentiel à l'échelle mondiale et à des domaines où la capacité nationale est essentielle à la sécurité du pays.

Le gouvernement a déterminé que cet approvisionnement nécessite des capacités dans les domaines de l'intégration des systèmes de défense, des solutions en matière de véhicules terrestres et du soutien en service. Comme il s'agit de compétences principales canadiennes, le Canada cherchera à stimuler les possibilités de grande valeur économique et les partenariats qui soutiennent la croissance de son secteur de la défense, ainsi qu'à accroître la participation à la chaîne d'approvisionnement et à développer les compétences et la formation pour l'industrie canadienne.

Voici les définitions des CIC concernées par ce projet:

#### ***Intégration des systèmes de défense***

Conception et intégration de systèmes militaires complexes qui dépendent de l'intégration harmonieuse de multiples sous-systèmes pour fournir une capacité opérationnelle efficace. Ces capacités couvrent diverses plateformes militaires et permettent l'exploitation et la gestion d'armes, de systèmes de défense, de systèmes de commande et de contrôle, de capteurs, de systèmes d'appui à la prise de décision, des dispositifs de guerre électronique et des sous-systèmes de base des plateformes d'une manière hautement coordonnée qui est essentielle dans des conditions de combat très exigeantes. Ces systèmes doivent présenter de façon compréhensible et sûre l'information provenant de multiples sources aux opérateurs et appuyer la prise de décisions dans un environnement complexe. Cette définition ne vise pas les divers systèmes constitutifs (systèmes de lancement de missiles, radars, systèmes de guerre électronique, etc.) à intégrer dans un ensemble cohérent, mais vise plutôt les compétences et les capacités nécessaires pour réaliser l'intégration et créer l'interface utilisateur requise dans des systèmes complexes destinés aux missions.

#### ***Solutions en matière de véhicules terrestres***

Conception, ingénierie, fabrication de pointe, intégration et mise à l'essai de véhicules perfectionnés de combat et d'appui au combat.

#### ***Soutien en service***

Ensemble de capacités requises pour exploiter et maintenir en état de fonctionner un éventail de plateformes et de systèmes militaires dans tous les domaines, tout au long de leur vie utile. Dans ce contexte, l'expression « exploiter et maintenir » englobe une grande variété d'activités, y compris l'entretien, la réparation et la révision; l'établissement de diagnostics, de pronostics et la gestion de l'état





de fonctionnement; la gestion des pièces de rechange et de la chaîne d'approvisionnement; la gestion de la configurations; la modification et la mise à jour de systèmes et de logiciels pour améliorer la capacité et la prolonger de la durée de vie, en plus de l'intégration du soutien des produits (ISP) dans son ensemble.

### **Questions à l'intention de l'industrie sur la PV et les RIT**

#### **Secteur de la défense :**

La Politique des RIT vise à promouvoir le développement économique et la viabilité à long terme des entreprises canadiennes chargées de la fabrication et la prestation de produits et de services utilisés dans les applications de défense et de sécurité du gouvernement.

1. En vous basant sur les spécifications techniques formulées par le ministère de la Défense nationale, décrivez les travaux directs que votre entreprise prévoit entreprendre au Canada relativement au projet de soutien à long terme de la FDV Leopard 2? Dans votre réponse, veuillez mettre en évidence les activités que votre société envisage de réaliser au Canada dans les CIC de l'intégration des systèmes de défense, des solutions en matière de véhicules terrestres et du soutien en service.

#### **Développement des sources d'approvisionnement :**

La Politique des RIT vise à améliorer la compétitivité de l'industrie canadienne en encourageant sa participation et en intensifiant la présence d'entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises (PME).

2. Veuillez indiquer quelles nouvelles possibilités liées aux chaînes d'approvisionnement pourraient être offertes aux fournisseurs canadiens et quelles possibilités selon vous pourraient cibler plus précisément les PME canadiennes? Veuillez inclure dans votre réponse des renseignements répondant aux questions suivantes :
  - a. Quelles sont les possibilités de développement des sources d'approvisionnement qui pourraient être effectuées dans les CIC de l'intégration des systèmes de défense, des solutions en matière de véhicules terrestres et du soutien en service?
  - b. Quelles activités devraient être perçues comme des activités fournissant le plus de valeur au Canada?
3. La Politique des RIT exige qu'au moins 15 % de la valeur du contrat soit attribuée à des PME canadiennes. Veuillez décrire les défis et les opportunités que vous prévoyez si le Canada motive des niveaux de participation de PME plus élevés grâce à une exigence cotée.





### **Recherche et développement:**

La Politique des RIT encourage l'innovation et le progrès technologique au moyen d'investissements dans la recherche et le développement (R-D).

4. Veuillez décrire les secteurs prioritaires d'investissement en R-D de votre entreprise et quel est le lien entre ceux-ci et le projet de soutien à long terme de la FDV Leopard 2? Dans quelle mesure ces secteurs prioritaires sont-ils reliés aux CIC de l'intégration des systèmes de défense, des solutions en matière de véhicules terrestres et du soutien en service?
5. Reconnaisant le rôle que jouent les établissements d'enseignement postsecondaire et les instituts de recherche publics dans la promotion de l'innovation au Canada, veuillez décrire les opportunités directes ou indirectes potentielles de votre entreprise au Canada avec ces organisations et les domaines de recherche spécifiques que vous poursuiviez.

### **Développement des compétences et formation :**

La Politique des RIT encourage le développement et le maintien d'une main-d'œuvre canadienne talentueuse, novatrice et caractérisée par une forte diversité par l'accès à la formation, à l'enseignement, aux occasions et aux programmes.

6. Quelles sortes d'investissements dans le développement des compétences et la formation sont selon vous les plus profitables pour le secteur de la défense ou le secteur commercial du Canada?

Exemples :

- i. les programmes en milieu de travail (p. ex. stages coop, placements professionnels);
  - ii. les programmes d'apprentissage;
  - iii. un nouveau programme ou un programme actuel de développement des connaissances d'un établissement postsecondaire;
  - iv. la prise en charge des attestations de sécurité (p. ex. Très secret, ITAR) et des attestations de conformité à la cybersécurité pour les sociétés canadiennes, en particulier les petites et moyennes entreprises.
7. Quelles activités de développement des compétences et de formation votre entreprise offre-t-elle actuellement, et serait-il possible d'en étendre la portée aux Canadiens travaillant directement ou indirectement à l'exécution du projet? Veuillez décrire dans votre réponse, toutes les activités de développement des compétences et de formation qui sont actuellement liées ou pourraient être liées aux CIC d'intégration des systèmes de défense, des solutions en matière de véhicules terrestres et du soutien en service.





### **Exportations :**

La Politique des RIT favorise la capacité des entreprises canadiennes, y compris les PME, à exploiter avec succès les marchés d'exportation, augmentant ainsi leur productivité et leur compétitivité sur le marché mondial.

8. Décrivez les possibilités d'exportation en provenance du Canada directement liées au projet de soutien à long terme de la FDV Leopard 2. Veuillez également indiquer dans votre réponse, dans quelle mesure les possibilités d'exportation existent-elles dans les CIC de l'intégration des systèmes de défense, des solutions en matière de véhicules terrestres et du soutien en service?
9. Veuillez décrire dans quelle mesure vous seriez capable de soutenir une licence ou un transfert de propriété intellectuelle (PI) lié à votre système à vos partenaires canadiens ou à des opérations basées au Canada, y compris des filiales, afin que ces organisations aient accès à la propriété intellectuelle nécessaire pour entreprendre des travaux au Canada.

### **Autres questions :**

10. Y a-t-il d'autres CIC pertinentes dans le cadre du travail qui sera mené pour le projet de soutien à long terme de la FDV Leopard 2? Si oui, indiquez les CIC qui devraient être envisagées et la raison pour laquelle elles devraient l'être. Dans votre réponse, décrivez également la façon dont les CIC proposées accroîtraient les avantages de la proposition de valeur pour l'industrie canadienne.
11. En vous basant sur les options contractuelles proposées par le ministère de la Défense nationale dans la pièce jointe A (section 1.3), veuillez décrire quelle(s) option(s) procurerait la plus grande valeur en termes de retombés économiques au Canada. Les réponses doivent inclure les raisons pour lesquelles les options recommandées faciliteraient des investissements de grande qualité au Canada.



## **PIÈCE JOINTE C**

### **INVITATION**

Le gouvernement du Canada s'apprête à rencontrer des représentants de l'industrie pour discuter des besoins du Canada et de la méthode d'approvisionnement. Cette interaction avec l'industrie comprendra des rencontres individuelles.

### **RENCONTRES INDIVIDUELLES – 9,10 et 11 avril 2019**

- Horaire : 9 h, 12 h et 13 h à 16 h (3 heures maximum)
- Participants : 8 personnes par entreprise au maximum
- Les créneaux horaires des rencontres avec les représentants de l'industrie seront attribués selon le principe du premier arrivé, premier servi.

L'objectif des rencontres individuelles avec l'industrie est d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les éléments suivants :

- Rétroaction initiale sur les questions de la DR et la stratégie de soutien de haut niveau du MDN
- Droits de propriété intellectuelle
- Droits d'utilisation
- Accords commerciaux (canadiens et internationaux)
- Disponibilité du fournisseur
- Capacité du fournisseur
- Calendrier du projet

Les représentants de l'industrie intéressés à la stratégie de soutien à long terme de la FDV Léopard 2 du Canada pourront solliciter une rencontre en communiquant **par écrit** avec l'autorité contractante avant le 22 mars 2019, à 11 h 59 HAE (Heure Avancée de l'Est).

Un créneau horaire (maximum de trois (**3.0**) heures) sera attribué à tous les représentants de l'industrie qui ont demandé une rencontre individuelle (maximum de huit (**8**) personnes) avec le Canada.

La participation aux rencontres individuelles est strictement volontaire. Les entreprises qui ne demandent pas de rencontre individuelle pourront participer aux processus visant à combler les besoins de soutien à long terme de la FDV Léopard 2 du Canada.

Les participants sont encouragés à faire parvenir leurs questions à l'autorité contractante avant la consultation.



## ***PIÈCE JOINTE D***

### **Processus de consultation de l'industrie et accord d'engagement**

L'un des principes fondamentaux du processus de consultation de l'industrie est que celui-ci se déroule selon les critères les plus rigoureux de justice et d'équité pour toutes les parties. Nulle personne ou organisation ne doit recevoir ni sembler avoir reçu un quelconque traitement préférentiel ou avantage injuste par rapport aux autres.

L'accord d'engagement entrera en vigueur au moment de sa signature et se terminera avec la publication de la version définitive de la demande de propositions (DP) sur le site : [achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca).

Le Canada communiquera les documents publiés dans le cadre du processus de consultation de l'industrie à tous les participants qui ont consenti à y participer en signant l'accord d'engagement.

Le processus de consultation comprendra trois interactions avec l'industrie, des journées de consultation de l'industrie, des rencontres individuelles et, le cas échéant, d'autres activités que le gouvernement du Canada (GC) pourrait juger indiquées.

Les journées de consultation de l'industrie et les rencontres individuelles seront organisées par le GC (SPAC, le MDN et Innovation, Sciences et Développement économique Canada), et des fournisseurs éventuels y participeront.

Le Canada s'efforcera d'obtenir les rétroactions et les commentaires des participants sur diverses questions concernant la définition des besoins et le processus de sélection des fournisseurs. Toutes les solutions, idées ou questions abordées au cours des rencontres individuelles feront l'objet d'un examen plus poussé par le GC.

Si le GC juge nécessaire de consulter de nouveau les participants, il envisagera la possibilité de tenir des rencontres de suivi avec tous les participants.

Le GC examinera les résultats des consultations de l'industrie et, s'il le juge approprié, il les intégrera à la DP qui sera publiée au site : [achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca).

Le Canada ne divulguera pas de renseignements exclusifs ni de renseignements délicats sur le plan commercial au sujet d'un participant aux autres participants ni à des tiers, sauf dans le cadre prévu par la loi.



## MODALITÉS

Les modalités du processus de consultation de l'industrie sont exposées ci-après. Pour favoriser un dialogue ouvert et un processus équitable, les participants conviennent de ce qui suit :

- Les participants sont encouragés à partager leurs commentaires sur la stratégie de soutien à long terme de la famille de véhicules Léopard 2 et à suggérer des solutions constructives aux problèmes. Tous les participants doivent avoir des chances égales de faire part de leurs idées et de leurs suggestions.
- Toutes les questions des médias doivent être adressées au Service des relations avec les médias de SPAC: (819) 420-5501, ou à l'adresse suivante: [media@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:media@tpsgc-pwgsc.gc.ca).
- Les participants doivent adresser leurs demandes et leurs commentaires aux représentants autorisés du Canada, comme il est mentionné dans les avis que le GC publie de temps à autre.
- Les médias ne peuvent pas participer au processus de consultation de l'industrie.
- Le Canada ne sera pas tenu de publier une DP ni d'engager des négociations à la suite du processus de consultation.
- Si le Canada publie une DP, ses modalités seront définies à l'entière discrétion du GC.
- Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par une personne ou une organisation pour participer au processus de consultation de l'industrie.
- La participation au processus de consultation n'est pas une exigence obligatoire. La non-participation n'empêchera pas la soumission d'une proposition.
- Tout manquement aux modalités de l'accord d'engagement ou le refus de le signer entraîneront une exclusion du processus de consultation de l'industrie, auquel cas les renseignements à propos de la consultation cesseront d'être communiqués aux parties concernées.
- Les coordonnées (nom, numéro de téléphone et adresse électronique) du représentant de l'entreprise doivent être fournies avec l'accord signé.



## Accord d'engagement

### Dates provisoires de la première interaction avec l'industrie : 9, 10 et 11 avril, 2019

Tous les participants intéressés peuvent participer aux séances de consultation de l'industrie, sous réserve de l'adhésion au présent accord d'engagement. Cependant, si un participant souhaite prendre part à une rencontre individuelle, il est prié de joindre une brève explication de la nature de son entreprise et une attestation de sa conformité aux critères de la section 1.8 de la LI.

En raison de la nature du processus de consultation de l'industrie et des renseignements que le GC désire obtenir, des rencontres individuelles seront organisées de façon prioritaire.

Un représentant dûment autorisé de l'entreprise doit signer le présent accord d'engagement.

Nom de l'entreprise participante : \_\_\_\_\_

Nom du représentant autorisé : \_\_\_\_\_

Titre du représentant autorisé : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom, adresse électronique et numéro de téléphone de la personne-ressource :

\_\_\_\_\_

Nom des personnes qui assisteront à la rencontre :

1.	5.
2.	6.
3.	7.
4.	8.

Un aperçu du besoin, le processus proposé et les concepts sur lesquels il repose seront présentés aux participants avant que leurs commentaires soient recueillis. Veuillez indiquer votre langue de préférence.

Anglais \_\_\_\_\_ Français \_\_\_\_\_



Public Works and  
Government Services  
Canada

Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Canada